

La dette publique de la France s'aggrave



La dette publique de la France s'est aggravée en 2014 plus vite qu'en moyenne dans les pays européens.

Le poids de cette dette dans le PIB (Produit Intérieur Brut) est inférieur à celui de l'Italie et de l'Espagne, il est supérieur à celui du Royaume-Uni, et de 20 points au-dessus de celui de l'Allemagne .

A cause d'un déficit encore trop élevé, on prévoit que l'endettement va monter à 96,3% en 2015, puis à 97% en 2016. Le poids baisserait légèrement en 2017, grâce à un déficit à 2,7% du PIB.

Mais la charge des intérêts a baissé en 2014 de 1,7 milliard pour l'Etat, grâce à la faiblesse historique des taux.

La France est obligée d'émettre de nouveaux emprunts pour payer les intérêts passés, qui alourdissent la dette.

Pour stabiliser la dette de l'Etat dans le PIB il faut un excédent budgétaire

primaire (hors charge de la dette) de 32 milliards, . En incluant la charge de la dette, le déficit budgétaire aurait dû être limité à 11 milliards l'an passé, alors qu'il a atteint 85,6 milliards. Presque 8 fois plus!

Une hausse de 1 point de tous les taux d'intérêt en 2015 causerait t 2,4 milliards de charge d'intérêts supplémentaires en 2015 , 6,3 milliards en 2016 et 7,4 milliards en 2017.

La France refinance actuellement la dette massive contractée pendant la crise de 2008. Une dette qu'il faudra à nouveau rembourser en 2021 ou 2022.

sources : Cour des Comptes , Ministère des Finances